



Conseil de sécurité

Distr. générale
17 juillet 2006
Français
Original : anglais

Neuvième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

I. Introduction

1. Le présent rapport est **soumis** en application de la **résolution 1603 (2005)** du **Conseil de sécurité** en date du 3 juin 2005, par laquelle le Conseil m'a **demandé** de l'informer **régulièrement** de l'**évolution** de la situation en **Côte d'Ivoire**, ainsi que de l'**exécution** du mandat de l'**Opération** des Nations Unies en **Côte d'Ivoire** (ONUCI). Il rend compte des **faits** intervenus depuis mon rapport **daté** du 11 avril 2006 (S/2006/222).

II. Évolution de la situation politique

2. Au cours de la **période considérée**, la situation politique en **Côte d'Ivoire** est **demeurée généralement** calme, notamment **grâce** au partenariat **formé** entre le **Président**, M. Laurent Gbagbo, et le **Premier Ministre**, H. Charles Ronan Banny, qui ont entretenu **d'étroites** relations de travail, ainsi qu'aux consultations **tenu**es **périodiquement** dans le cadre du Quintet, **composé** des cinq dirigeants politiques ivoiriens (le **Président** Gbagbo; le **Premier Ministre**, M. Banny; le **Président du Parti démocratique** de Côte d'Ivoire, M. Henri Konan Bedié; le **Président du Rassemblement des Républicains**, M. Alassane Ouattara; et le **Secrétaire général** des Forces nouvelles, M. Guillaume Soro). Au cours du **séjour** en Côte d'Ivoire du **Président** de l'Union africaine, le **Président** de la République du Congo, M. Denis Sassou-Nguesso, du 6 au 8 avril 2006, les membres du Quintet ont **confirmé** une nouvelle fois, comme ils l'avaient **fait** dans l'accord de Yamoussokro le 28 février, leur **volonté résolue** d'**œuvrer** de concert pour lancer **simultanément** les opérations de **désarmement** et d'identification.

3. Toutefois, le pays a **connu** de nouvelles tensions politiques en avril et au **début** du mois de mai, **causées** par une campagne **lancée** par les Jeunes patriotes, des membres influents du **parti** au pouvoir, le Front populaire ivoirien et le **Président** de l'ancienne **Assemblée** nationale, pour protester contre le **projet** tendant à entreprendre **simultanément** ces opérations essentielles. Cette campagne a **été** **marquée** par des **déclarations** publiques acerbes visant à **discréditer** l'ONUCI et les efforts **déployés** par le **Premier Ministre**, des menaces à l'encontre du personnel des Nations Unies, l'annonce de manifestations violentes et une **attaque** contre un **autocar** transportant du personnel de l'ONUCI dans le quartier de Youpogon a



Abidjan le 28 avril. Mon Représentant spécial, M. Pierre Schori, a évoqué avec le Président Gbagbo les repercussions négatives de cette campagne d'hostilité sur la situation politique et sécuritaire. A la suite de ces entretiens, le porte-parole du Président a publié un communiqué dans lequel il a condamné l'attaque lancée contre l'autocar de l'ONUCI, désavoué l'intention annoncée par les Jeunes patriotes d'organiser des manifestations violentes, et engagé tous les Ivoiriens à donner à l'ONUCI la possibilité de s'acquitter de sa mission.

4. Le 9 mai 2006, le Premier Ministre, M. Banny et le Président Gbagbo ont tenu une réunion privée, suivie d'une conférence de presse commune, au cours de laquelle le Président a invité instamment tous les Ivoiriens à permettre au Premier Ministre de faire son travail. Peu après, le Premier Ministre a annoncé le lancement, à titre expérimental, d'un projet d'identification de la population, qui serait mis à l'essai pendant une semaine dans sept sites se trouvant dans la zone de confiance ainsi que dans les zones tenues par les Forces nouvelles et le Gouvernement. Ce projet pilote a eu lieu du 18 au 24 mai (voir plus loin, par. 12 et 13) mais le précantonnement simultané des forces qui avait été prévu et qui constituait la première phase du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion n'a pas pu commencer à ce moment-là, les Forces nouvelles et les Forces armées nationales de la Côte d'Ivoire (FANCI) n'ayant pas pu se mettre d'accord sur les modalités.

5. Le 26 avril, le Président de l'Assemblée nationale a convoqué une session ordinaire de l'Assemblée. Il a présenté un nouveau règlement intérieur suspendant les indemnités des parlementaires de l'opposition qui n'avaient pas assisté aux sessions de l'Assemblée depuis l'expiration de son mandat en décembre 2005, comme l'avait confirmé le Groupe de travail international le 15 janvier 2006.

6. Le 19 juin, à la demande du Groupe de médiation, le Président Gbagbo a rencontré tous les membres de l'ancienne Assemblée nationale en présence du Premier Ministre pour tenter de régler ce problème. Un comité composé de sept membres, dont des représentants du Président, le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée nationale et des groupes de parlementaires issus des partis au pouvoir et de l'opposition, a été créé pour formuler des recommandations à cet effet. Le 22 juin, le Comité a recommandé que les parlementaires reviennent à l'Assemblée nationale et s'acquittent de leurs obligations; que l'Assemblée nationale exerce ses fonctions conformément à la Constitution et à la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité jusqu'aux prochaines élections parlementaires; que les membres de l'Assemblée entreprennent les missions de paix qui leur seraient confiées par le Premier Ministre en consultation avec le Président; que les législateurs s'en remettent au Président pour régler le problème du non-versement de leurs émoluments et que les amendements apportés aux procédures internes de l'Assemblée en l'absence des membres de l'opposition soient abrogés.

7. Le 23 juin, les membres de l'opposition de l'Assemblée nationale ont accepté ces recommandations. Le même jour, au cours de sa huitième réunion ministérielle, le Groupe de travail international a exigé que les émoluments des anciens membres du Parlement soient versés dans leur intégralité et sans discrimination, afin que ceux-ci puissent se consacrer exclusivement aux missions de paix et de réconciliation qui leur ont été confiées.

8. C'est dans ce contexte que, le 1^{er} juillet, à la faveur du sommet tenu par l'Union africaine à Banjul, je me suis entretenu de la situation en Côte d'Ivoire avec

plusieurs dirigeants africains **intéressés**. Il a été convenu que **nous** poursuivrions nos consultations en Côte d'Ivoire avec les cinq principaux dirigeants ivoiriens. Le 5 juillet, le Président **nigérian**, M. Olusegun Obasanjo, le Président sud-africain, M. Mbeki, le **Ministre** des affaires **étrangères** de la **République** du Congo **représentant** le Président, M. Denis Sassou-Nguesso, le Président de l'**Union** africaine, les Ministres **ghanéen** et **burkinabè** des affaires **étrangères**, ainsi que des **représentants** du Président **nigérian**, M. Mamadou Tandja, et du Président **malien**, M. Amadou Toumani **Touré**, m'ont **rejoint** à Yamoussoukro où **nous** avons **rencontré** le Président Gbagbo, le Premier **Ministre** M. Banny, M. Guillaume Soro, M. Alassane Ouattara et M. **Alphone** Djedje Mady (**représentant** M. Henri Konan **Bédié**).

9. Les participants à cette réunion de haut niveau sont **également** convenus de poursuivre la mise en œuvre de la résolution 1633 (2005) et de l'accord **signé** par les parties ivoiriennes à Yamoussoukro le 28 **février** 2006. Les parties ivoiriennes sont convenues en particulier de mettre tout en **œuvre** pour **accélérer l'exécution** du programme de **désarmement**, de **démobilisation** et de réinsertion ainsi que des opérations d'identification, et de se conformer au calendrier **arrêté** d'un commun accord et aux résolutions pertinentes du Conseil de **sécurité**. À cette fin, des **échéances précises** ont été **fixées** pour **assurer la réalisation** de **progrès** dans la mise en œuvre de ces opérations essentielles. S'agissant du **désarmement**, de la **démobilisation** et de la réinsertion, il a été convenu qu'un groupe de suivi compose des chefs **d'état-major** des FANCI et des Forces nouvelles ainsi que de **représentants** de l'ONUCI et des forces de l'**Opération** Licorne et du Premier **Ministre** serait **créé** d'ici le 15 juillet pour surveiller le processus de **précantonnement** et le **démantèlement** des milices, qui doivent être **achevés** d'ici le 31 juillet.

10. Les participants à la réunion de haut niveau sont convenus des principales mesures à prendre pour **préparer** les élections. Il a été **décidé** qu'au moins 50 itinérants seraient **déployés** sur l'ensemble du territoire d'ici le 15 juillet pour **procéder** à l'identification de la population et qu'un **décret présidentiel** autorisant la Commission Electorale **indépendante** à modifier comme il conviendrait le Code électoral **régissant** les prochaines élections **serait publié** d'ici le 15 juillet. En outre, il a été **décidé** que les sections locales de la Commission Electorale **indépendante** devraient être mises en place dans tout le pays d'ici le 31 juillet. Les participants à la réunion sont **également** convenus qu'une conférence des donateurs devrait être **convoquée** dès que des **progrès suffisants** auraient été accomplis, afin de mobiliser des fonds pour financer le processus électoral.

11. Les participants à la **réunion** ont **prévenu** ceux qui incitent à la violence et à la haine qu'ils pourraient être passibles de sanctions et **décidé** qu'un code de conduite strict **serait élaboré** à l'intention des **médias**. Ils ont **également souligné** qu'il fallait instaurer un dialogue et un climat de confiance mutuelle entre les formations politiques ivoiriennes afin de promouvoir la **réconciliation** nationale **après** les élections. **Enfin**, ils ont accueilli avec satisfaction la proposition que j'avais faite d'organiser, en marge de l'**Assemblée générale** en septembre 2006, une réunion pour examiner la situation et, **éventuellement**, prendre les mesures voulues.

III. Application de la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité

Identification de la population

12. Entre les 18 et 26 mai, le Gouvernement a **exécuté** un **projet** pilote pour mettre à l'**essai** les **procédures** d'identification de la population et d'évaluer les **réactions** des divers groupes et **partis** politiques qui **s'étaient déclarés préoccupés** par les carences dont souffrait – à leurs yeux – la **préparation** de l'opération en question. Ce **projet** consistait à **déployer** des tribunaux itinérants qui recevraient les demandes de citoyenneté, mèneraient des audiences publiques sur l'**admissibilité** des candidats à la citoyenneté, **délivreraient**, si nécessaire, des doubles des certificats de naissance et détermineraient quels sont les candidats remplissant les conditions requises pour prétendre à la citoyenneté. De tels tribunaux ont **été déployés** dans deux sites dans la zone tenue par les Forces nouvelles (Botro et Bouna), dans deux sites dans la zone de confiance (**Bangolo** et Sandougou) et dans trois sites dans les zones **contrôlées** par le Gouvernement (Port Bouet à Abidjan, Tiapoum et Meagui dans le sud du pays). L'ONUCI a **assuré** la **sécurité** des sites dans la zone de confiance, **surveillé** les dispositifs de sécurité mis en place par les Forces nouvelles et les FIANCI dans leurs zones respectives, et **déployé** des équipes **chargées** d'observer le processus d'identification.

13. Bien que les Jeunes patriotes aient au **départ tenté** de perturber le déroulement des audiences à Abidjan, le **projet** pilote a **été mené** à bien. Sur les 5 003 candidats ayant comparu devant les tribunaux itinérants, 3 907 ont reçu un double de leur certificat de naissance, et 3 137 un certificat de nationalité. Le **Gouvernement** a organisé un atelier pour examiner le **projet** pilote, afin de **recenser** et de corriger les lacunes et de rationaliser les **procédures** avant le lancement du processus d'identification sur l'ensemble du territoire. Cet **examen** a **révélé** certaines carences des procédures et des dispositions logistiques, auxquelles un **comité** directeur **créé** par le Premier **Ministre** cherche à remédier avant le lancement de l'opération à l'**échelon** national.

14. Le processus d'identification et de recensement devait au **départ** être **lancé** simultanément dans tout le pays le 15 juin. Toutefois, le lancement du processus d'identification a **été retardé** essentiellement pour des raisons logistiques. Le déploiement de 50 tribunaux **itinérants** doit commencer à la mi-juillet et être suivi du déploiement de 100 autres équipes. Ces 150 équipes itinérantes devraient être **déployées** sur l'ensemble du territoire pour identifier 3,5 millions de personnes, dont 1,8 million en âge de voter. **D'après** le Premier Ministre, M. Banny, cette opération devrait prendre deux mois. Des cartes d'identité nationales seront **ensuite délivrées** aux personnes remplissant les conditions requises sur la foi des **éléments** d'information existants et des documents obtenus auprès des tribunaux **itinérants**. Le processus d'identification ira de pair avec l'inscription des **électeurs** encore que la Commission **électorale** indépendante soit responsable de l'**établissement** des listes électorales définitives. Le **coût** des opérations d'identification à l'**échelon** national est **estimé** à 55 millions de dollars, dont 32 millions de dollars restent encore à mobiliser.

Désarmement, démobilisation et réinsertion

15. Dans l'intervalle, les opérations de prdcantonnement des troupes des FANCI et des Forces nouvelles ont commencé le **22 mai**. Au cours de la rdunion ministrielle du Groupe de travail international tenue le **23 juin**, le Premier Ministre, M. Banny, a annoncé qu'au **18 juin**, **12 547 éléments** des FANCI avaient été prdcantonnés dans les **35 sites** ddsignés dans les zones **placées sous leur contrôle** et que **12 885** dldments des Forces nouvelles avaient été **précantonnés** dans **31** de leurs **50 sites** ddsignés. Dès le **départ**, des **problèmes** logistiques ont entravé les **opérations** de prkcantonnement des combattants des Forces nouvelles dans le nord. Au cours de la rdunion du **23 juin**, M. Guillaume Soro a **promis** que **20 164** autres combattants des Forces nouvelles se prdsenteraient dans les **19 sites** de prdcantonnement **restants** avant la **mi-juillet**. Toutefois, comme l'ONUCI s'est vu **refuser l'accès** à ces sites, ces chiffres n'ont pu **être vérifiés**.

16. Le prdcantonnement constitue la première phase de la mise en œuvre du programme de ddsarmement, de ddmobilisation et de **réinsertion**. La phase suivante devrait **être le** cantonnement et la collecte des armes auprès des combattants. Toutefois, les Forces nouvelles tenaient à ce que l'identification de l'ensemble de la population, y compris des combattants, **soit** achevée avant le ramassage des armes. De leur **côté**, les FANCI ont **fait valoir** que le programme de ddsarmement, de ddmobilisation et de rdinsertion approuvé par les parties stipulait que l'identification des combattants devrait s'effectuer **dès** la phase de prdcantonnement. Par ailleurs, les chefs **d'état-major** des FANCI et des Forces nouvelles ne sont pas parvenus à un accord sur les revendications rdemment **présentées** par les Forces nouvelles qui demandent le **maintien** de leurs rangs militaires actuels, la mise en place d'un commandement militaire **intégré** et le versement des ardrds de traitements aux anciens membres de **l'armée**.

17. Au cours de la **période considérée**, le ddmantèlement et le **désarmement** des **milices affiliées au parti** au pouvoir dans l'ouest du pays ont **été différés**. A deux reprises pour donner aux chefs des **milices** le temps de sensibiliser leurs membres. Les chefs des **milices** ont depuis **réclamé** l'inclusion d'un plus grand nombre de personnes dans ce programme. Les **modalités** du **démantèlement** des **milices** dans d'autres rdgions de la Cdte **d'Ivoire**, notamment à Abidjan, n'ont pas encore **été arrêtées**.

18. Le **coût** du programme de ddsarmement, de ddmobilisation et de réinsertion est **estimé à 150 millions de dollars**. Sur ce montant, des contributions de **140 millions de dollars** ont **été annoncées** (dont **80 millions de dollars** par la Banque mondiale, qui ddbloquera ces fonds une fois que la Cdte **d'Ivoire** aura acquitté ses ardrds **auprès** de cet organisme). Le montant ndcessaire pour ddmanteler et **désarmer** les **milices** se chiffre à 2,5 millions de dollars; aucune contribution n'a **été annoncée** pour couvrir ce montant.

Rétablissement de l'administration de l'État

19. **D'après** le Gouvernement, le programme de rdtablissement de l'administration de **l'État** ndcessitera le transfert de **24 437 fonctionnaires** dans le nord et l'ouest du pays. Jusqu'ici, le Comitd national de pilotage du reddploiement de l'administration a **réussi à affecter 6 674 fonctionnaires** dans le nord pour rdtablir les services de base, notamment dans les secteurs de la santd publique, de **l'éducation**, du **tourisme** et de l'artisanat. Dans l'ouest, le Comitd a **procédé** avec **succès** à l'affectation, à **titre**

expérimental, de 3 962 fonctionnaires dans la région du Moyen-Cavally tenue par le Gouvernement et dans la zone de confiance. Pour encourager le **retour** des fonctionnaires dans les 18 **départements** du **territoire**, il a offert un ensemble de mesures d'incitation et de primes d'installation. Par ailleurs, il s'emploie à rétablir la diffusion d'**émissions** de radio et de **télévision** publiques dans le nord, le centre et l'ouest du pays.

20. Une **évaluation** des infrastructures publiques dans le nord de la zone de confiance, qui ont **besoin d'être** remises en Btat, est en cours. Certains commissariats de police ont **été reconstruits** avec l'aide de l'**Union** européenne et plusieurs bureaux de poste, tribunaux et prisons doivent aussi rouvrir leurs portes en juillet. Dans le cadre des **projets** A effet rapide, l'**ONUCI** a **aidé à rénover** plusieurs centres de santé et Bcoles, notamment A l'**Université de Bouaké**. Toutefois, il faut fournir d'urgence une assistance supplémentaire pour achever cet important programme, notamment pour remettre en Btat et rdnover de nombreux Bdifices publics, fournir des moyens logistiques et des transports et loger les fonctionnaires **transférés**. Le Gouvernement a **besoin** de 45 millions de dollars pour financer le **rétablissement** de l'administration de l'**État** dans le nord et l'ouest du pays **mais** n'a pour l'instant obtenu que 15 millions de dollars.

Préparation des élections

21. Le 13 avril, j'ai **nommé** M. **Gérard Stoudmann** (Suisse) Haut **Représentant** pour les Blections en **Côte d'Ivoire** après le **départ** de M. Antonio Monteiro qui s'est vu confier de nouvelles fonctions par son gouvernement. Depuis son **arrivée** à Abidjan, le Haut **Représentant** a **collaboré** avec les parties aux échelons national et international pour favoriser le lancement du processus Blectoral, notamment **grâce** à la mise en place de commissions Blectorales **régionales** et A l'**amélioration** des informations sur ce processus. Il a **également** mis en place des instruments de consultation informels pour améliorer les courants d'information entre toutes les parties **intéressées**, **déceler** rapidement les **problèmes** susceptibles de ralentir le processus **ou** d'en compromettre la **qualité** et apporter des solutions acceptables aux **problèmes** qui se posent A cet Bgard.

22. Au cours de la période **considérée**, la Commission Blectorale indépendante a **effectué** des missions sur le terrain pour **évaluer** les **besoins liés** à la mise en place de 21 commissions Blectorales au niveau régional, de 49 au niveau **départemental** et de 293 au niveau local ainsi que les dispositions administratives à prendre pour mettre en place le processus Blectoral à la campagne. En outre, elle s'emploie actuellement à **préciser le rôle** de l'**Institut** national de statistiques dans le processus Blectoral. Ce dernier maintient qu'il est **chargé** de l'**établissement** des listes Blectorales et a entrepris **unilatéralement** des préparatifs à cette fin. Dans son **communiqué** final du 23 juin 2006, le Groupe de travail international a **rappelé** la **responsabilité** exclusive reconnue A la Commission Blectorale indépendante pour l'**intégralité** du processus Blectoral, comme indiqué au paragraphe 6 de l'**Accord** de Pretoria, en date du 6 **avril 2005**.

23. Le **Président** de la Commission Blectorale indépendante a soumis un budget Blectoral de 74 millions de dollars. Le Gouvernement et l'**Union** européenne ont chacun **affecté** 20 millions de dollars au financement des Blections, le manque à percevoir se chiffrant **donc** environ à 34 millions de dollars.

Groupe de travail international

24. Le Groupe de travail international a tenu deux réunions au cours de la période considérée. À sa **septième** réunion, tenue le 19 mai, le Groupe s'est **félicité** du démarrage du **projet** pilote d'identification et des préparatifs en vue du lancement des **opérations** de recensement des combattants, **faisant** observer que **c'était là** la première **mesure** concrète dans la voie de la mise en **œuvre** effective des processus d'identification et de désarmement. Il s'est néanmoins **déclaré** préoccupé par les retards **accusés** dans **l'exécution** des **tâches énoncées** dans la feuille de route, et a lancé un appel à toutes les parties ivoiriennes pour qu'elles **coopèrent** étroitement avec le Gouvernement, en **vue** d'assurer que les processus d'identification et de désarmement, de démobilisation et de réinsertion **s'étendent** à l'ensemble du territoire immédiatement **après l'achèvement** du **projet** pilote. Par ailleurs, le Groupe a condamné les actes de violence dirigés **contre** les populations, les dirigeants politiques et les forces impartiales, et prévenu les auteurs de trouble **qu'ils** pourraient **faire** l'objet de sanctions ciblées. Au cours de **sa huitième** réunion, tenue le 23 juin, le Groupe a **engagé** le Premier **Ministre** et les parties ivoiriennes à fixer des **échéances** précises pour le démarrage des principales **tâches prévues** dans la feuille de route pour la paix, en particulier le **démantèlement** et le désarmement des **milices** prégouvernementales.

IV. Sécurité

25. La situation **générale** en **matière** de sécurité est demeurée **généralement** stable, **mais précaire** et **très tendue** en Côte d'Ivoire. Entre les 27 avril et 3 mai, cinq personnes ont **été tuées** et 15 au moins blessés dans six villages aux alentours de **Bangolo**, dans l'ouest de la zone de confiance, ce qui a amené 4 000 personnes à fuir leur village. Le 28 juin, les forces de l'opération Licorne ont **également** découvert sept corps dans le village de **Blédi**, dans la **même** région. Ces **décès** semblaient **être liés** à des différends ethniques et à des **conflits** entre ceux qui se disputent les terres agricoles ainsi qu'aux agissements d'une **milice** locale, les Cocotaye. Il s'est produit plusieurs incidents au cours desquels les Forces de **défense** et de sécurité ivoiriennes, les Jeunes patriotes et les Forces nouvelles ont entravé les mouvements des troupes de l'ONUCI et de l'opération Licorne. Certains de ces incidents ont **été réglés** à l'amiable. L'ONUCI a par ailleurs **reçu** des informations **faisant état** de cas d'extorsion impliquant les Forces nouvelles et les troupes des FANCI dans tout le pays.

26. Le taux de **criminalité** demeure **élevé** dans la zone de confiance, surtout dans les **régions** où les forces impartiales ne peuvent **assurer** de patrouilles **régulières**. Les vols à main **armée**, les agressions et les meurtres sont les crimes les plus fréquemment **signalés**. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de services de **maintien** de l'ordre dans la zone de confiance. L'ONUCI a **révisé** ses directives applicables aux personnes appréhendées dans la zone de confiance afin de préciser les procédures à suivre pour la remise de ces personnes aux **autorités** ivoiriennes **compétentes** aux fins de poursuites en justice.

27. Le dialogue militaire entre les FANCI et les Forces nouvelles, qui s'est poursuivi au cours de la période considérée, a **été marqué** par l'absence d'accord sur les questions ayant trait au programme de désarmement et à la réinsertion future du personnel militaire des Forces nouvelles dans les Forces de **défense** et de sécurité,

ainsi que par le report des opérations de **démantèlement** des milices. Les **milices** et d'autres groupes extrémistes demeurent une menace potentielle pour le processus de paix et le personnel de l'ONUCI, le risque d'actes de violence motivés par des raisons politiques **contre** les forces impartiales ou les minorités, surtout à Abidjan et dans l'ouest de la CBte d'Ivoire, n'ayant pas diminué. Les incidents à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de confiance peuvent eux aussi **être** exploités à des fins politiques.

28. Le 17 mai, la police des Nations Unies a repris des patrouilles conjointes avec les Forces de **défense** et de sécurité ivoiriennes à Abidjan. Elle a aussi accompagné des **éléments** des FANCI au **cours** de patrouilles dans toute la ville pour suivre la situation concernant le **maintien** de l'ordre et leur donner des conseils à ce sujet. En outre, la police des Nations Unies s'est employée à instaurer des relations de travail et une coopération plus **étroites** avec les Forces de défense et de sécurité pour faciliter la **réalisation** d'activités communes, telles que la sélection et la nomination d'officiers de liaison et la formation de membres de la police.

29. Les commandants des forces des missions des Nations Unies en Afrique de l'Ouest, réunis à Freetown les 17, 18 et 19 mai, et à Dakar le 9 juin, ont **recommandé** que les troupes de l'ONUCI et de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) effectuent des patrouilles concomitantes **synchronisées** le long de la **frontière** entre le Libéria et la CBte d'Ivoire pendant deux mois pour renforcer la présence des forces de sécurité des Nations Unies, établir une liaison **transfrontalière** et rassurer la population locale. Du 4 au 8 juin, l'ONUCI a mené des **opérations** spéciales le long de la **frontière** libérienne pour prévenir la circulation **transfrontière** d'armes à feu et de combattants. Une opération conjointe ONUCI/MINUL a **été** menée du 26 au 30 juin et les enseignements **tirés** de cette opération seront mis à profit lors d'opérations **ultérieures**.

V. État de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

Déploiement de la Force

30. Au 6 juillet 2006, l'effectif militaire de l'ONUCI **était** de 6 896 Casques **bleus**, sur un **effectif** autorisé de 8 115 hommes. La différence entre l'effectif **autorisé** et l'effectif actuel s'explique par le **fait** que le déploiement du groupe adrien **ghanéen**, actuellement prévu pour juillet, et des 1 025 troupes supplémentaires **approuvées** par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1682 (2006) a **été** retardé. Ces renforts, de **même** que le personnel militaire qui sera déployé dans le cadre du processus de **relève** des contingents devraient recevoir un **entraînement** de base et du matériel pour les opérations antiterroristes. Les **unités** militaires seront ainsi encore mieux à **même** de protéger les installations et le personnel de l'ONUCI et d'appuyer les **opérations** des **unités** de police constituées nécessitant l'emploi de moyens non meurtriers. Les renforts devraient arriver en juillet et **août**. Un bataillon d'infanterie sera déployé à Abidjan pour répondre aux **besoins** de sécurité qui existent de longue date dans cette ville, et une compagnie d'infanterie sera **déployée** dans l'ouest pour **prêter** renfort au contingent béninois. Quelque 73 gendarmes supplémentaires viendront renforcer l'unité du **Sous-Groupement** de **sécurité** de l'ONUCI, qui continue d'assurer la sécurité des ministres du Gouvernement de transition et d'autres personnalités politiques.

31. **Malgré** les renforts **récemment** approuvés par le Conseil, les effectifs demeurent inférieurs à ceux dont on **aurait besoin** pour appuyer convenablement la mise en **œuvre** de la feuille de route pour la paix, comme indiqué dans mes rapports antérieurs au Conseil. Il se peut **donc** que je doive **présenter ultérieurement** au Conseil une nouvelle demande de renforts en fonction des impératifs de **sécurité** sur le terrain.

Déploiement de la police

32. Au 6 juillet, la composante de police comptait 728 **éléments**, dont trois **unités** de police constituées sur un **effectif** approuvé de 1 200 hommes. La différence entre l'effectif autorisé et l'effectif actuel tient au **fait** que les renforts autorisés dans la résolution 1682 (2006) doivent **être déployés** d'ici à la fin du mois de juillet.

33. Le personnel de la police des Nations Unies est **déployé** dans tout le pays sur 19 sites **où** il continue de s'acquitter des **tâches** suivantes : parrainage des forces de **sécurité** et de **défense** locales qui **reçoivent** des conseils dans le cadre de patrouilles conjointes; organisation de cours de recyclage et d'une formation **spécialisée** dans diverses écoles de police; patrouilles de **sécurité** conjointes avec les forces de l'**opération** Licorne et de l'ONUCI dans le nord du pays; et participation aux inspections des embargos sur les livraisons d'armes. Les 100 policiers supplémentaires récemment autorisés suivront, parraineront et formeront les 600 auxiliaires de sécurité recrutés pour **assurer** la **sécurité** dans le nord du pays au cours du processus de **désarmement**, de démobilisation et de **réinsertion**.

34. Les **unités** de police constituées, actuellement **déployées** à Abidjan, **Bouaké** et Daloa, assurent la protection du personnel, des biens et des installations des Nations Unies. Elles ont **également** commencé à organiser des exercices **d'entraînement** conjoints avec les troupes de l'ONUCI et de l'**opération** Licorne dans les domaines de la lutte **antiémeutes** ainsi que des patrouilles conjointes. Les trois **unités** de police constituées **supplémentaires** qui ont **été autorisées** par le Conseil de **sécurité** dans sa résolution 1682 (2006) seront **déployées** à Abidjan, **Bangolo** et Yamoussoukro.

VI. Situation humanitaire

35. Au **début** de mai 2006, la situation humanitaire **s'est détériorée** dans l'**ouest** du pays, surtout dans la zone de confiance, en raison d'une intensification de la violence interethnique et de la montée de la **criminalité**. La recrudescence de la violence, rien que dans la région de **Bangolo**, à l'**intérieur** de la zone de confiance, a contraint plus de 4 400 personnes à fuir leur village au **début** du mois de mai. Le taux de pauvreté, qui est **passé** de 38 % à 44 % depuis 1999, continue de progresser. Le **retour** des personnes **déplacées** dans leurs propres villages a **été** entravé par l'**insécurité** et l'absence de services sociaux et de services de distribution publics dans ces villages.

36. Le pays a de plus en plus de **mal** à **assurer** les services publics de base. L'approvisionnement en eau à **Bouaké**, qui avait **été interrompu** pendant tout le mois de mai, a finalement **été** rétabli, avec le **concours** du Gouvernement, au **début** du mois de juin. Du 6 mai au 6 juin, les troupes de l'ONUCI ont distribué quelque 20 000 litres d'eau au personnel des Nations Unies, aux groupes **vulnérables** et aux institutions à **Bouaké** et livré 650 000 litres d'eau supplémentaires à la **ville** de

Bouaké. Il est également **fait état** de problèmes d'approvisionnement en eau dans 12 autres villes, notamment à **Séguéla**, **Touba**, **Danané**, **Man** et **Tortya**.

37. Plusieurs cas de grippe aviaire de la volaille ont **été signalés** à Abidjan. A cet **égard**, un plan d'urgence et de prévention a **été** mis en route avec la participation active des **différents** organismes des Nations Unies.

VII. Droits de l'homme

38. Les violations des droits de l'homme ont suivi le **même** schéma que lors de la **période précédente**, et continue **d'être** commises par des **éléments** des Forces de défense et de **sécurité** et des Forces nouvelles, et des membres de la **Fédération** étudiante et scolaire de **Côte d'Ivoire**. De violents affrontements intercommunautaires se sont produits dans plusieurs villages **situés** dans la zone de confiance (Gohouo-Zagna, Bahibly, **Goénié-Tahouaké**, **Duéképé**, Glopou et **Diéouzon**) et dans le sud à Aboude-Mandeké dans la région **d'Agboville**.

39. Les **autorités** tant au sein du Gouvernement que des Forces nouvelles ont affirmé qu'elles entendaient combattre **énergiquement** les violations des droits de l'homme. Le **Ministre** de la justice et des droits de l'homme, en particulier, a **annoncé** son intention de collaborer plus **étroitement** avec les **mécanismes** de surveillance des droits de l'homme de l'**Organisation** des Nations Unies et de l'**Union** africaine, de recommencer à **établir** et à présenter les rapports **périodiques demandés** dans les divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la **Côte d'Ivoire** est **partie**, de mettre en **œuvre** un vaste programme de sensibilisation aux droits de l'homme à l'intention des membres des forces de **défense** et de **sécurité**, de **créer** un groupe chargé de recevoir les plaintes **faisant état** de violations des droits de l'homme et de poursuivre en justice les auteurs de ces violations, et de mobiliser des ressources pour **améliorer** les conditions de vie, en particulier des femmes et des enfants, dans les prisons et autres centres de détention.

40. Pour la première fois dans l'ouest de la CGT **d'Ivoire**, un procureur civil a **ordonné** le 1^{er} juin l'arrestation d'un éminent dirigeant d'un groupe de **milices** dont les membres auraient torturé à **mort** un civil dans la ville de **Duékoué**. De **même**, lors d'une conférence de presse tenue le 26 mai, le porte-parole des Forces nouvelles a **déclaré** que **tous** les **éléments armés** des Forces nouvelles seraient **désormais tenus** personnellement responsables de toute violation grave des droits de l'homme dont ils se seraient **rendus** coupables et que **les** auteurs de **ces violations** demeureraient comptables devant la **communauté** internationale de leurs agissements **après** la fin de la crise ivoirienne.

41. L'ONUCI a **continué** de promouvoir les droits de l'homme et de signaler les violations dans ce domaine. Elle a **établi** deux rapports **spéciaux** sur les **événements** survenus à la mi-janvier à Abidjan et dans d'autres villes et sur les violations des droits de l'homme commises par des membres de la Fédération étudiante et scolaire de **Côte d'Ivoire** ces **dernières années**. Elle a **également** produit deux émissions **télévisées** sur les jeunes et les droits de l'homme et sur les droits de l'homme des femmes et des filles, qui ont **été diffusées** en juin par la Radio Television ivoirienne.

Protection des enfants

42. Au cours de la période **examinée**, l'**Unité** de protection de l'enfance, agissant en collaboration avec la police des Nations Unies, a formé **630** officiers et **sous-officiers** de la gendarmerie nationale et de la force de police dans le domaine de la protection des enfants. Des dispositions sont actuellement prises pour organiser une formation analogue dans des zones **contrôlées** par les Forces nouvelles. En outre, l'**ONUCI**, de concert avec l'**équipe** de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, s'efforce d'assurer la pleine application de la résolution **1612 (2005)** du Conseil de **sécurité** et, en particulier, de **créer** un mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises à l'encontre d'enfants lors d'affrontements **armés**. L'ONUCI et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) aident également les Forces nouvelles à appliquer intégralement leur plan d'action visant à mettre un terme à l'emploi d'enfants soldats et encourage les groupes de **milices** gouvernementaux à s'engager à mettre en **œuvre** un plan d'action analogue en application des **résolutions 1539 (2004)** et **1612 (2005)** du Conseil de sécurité.

VIII. Suivi des médias

43. Certains médias continuent de diffuser des messages de haine et d'**intolérance** ethnique, essentiellement **dirigés** contre les communautés migrantes, en particulier les **Burkinabè**, les Guinéens et les Maliens. Le climat de défiance et de peur a été **alimenté** par des informations diffusées par certains **médias** de l'opposition qui ont accusé les Jeunes patriotes et d'autres groupes de **pression** associés au camp présidentiel d'orchestrer des actes de violence. En outre, les médias **affiliés** au **parti** au pouvoir ont **monté** une campagne contre l'opération d'identification et de recensement.

44. L'ONUCI collabore avec le **Ministre** de la communication, les organes de réglementation des médias et les médias **eux-mêmes** pour promouvoir un meilleur climat, en particulier **grâce** à la promulgation de décrets établissant des normes à l'intention des médias, qui sont à l'**étude** depuis décembre **2004**. L'ONUCI a également **élaboré** à l'intention des médias et des protagonistes politiques un code de conduite devant être appliqué pendant la prochaine période électorale.

45. L'ONUCI a poursuivi ses efforts pour **faire** mieux comprendre à la population ivoirienne son **rôle** et ses fonctions en diffusant des émissions de radio sur ONUCI (FM) et des émissions **télévisées** hebdomadaires et mensuelles consacrées à divers aspects de son mandat, en distribuant largement ses publications par l'**intermédiaire** de son personnel sur le terrain et en organisant des tribunes et réunions publiques avec les représentants de la **société** civile. Selon le sondage d'opinion le plus **récent** qu'elle a effectué à la suite de la crise de **janvier 2006**, sa **présence** est **appréciée** par **72 %** des Ivoiriens.

IX. Égalité des sexes

46. Outre les cours d'initiation aux questions relatives à l'**égalité** des sexes **organisés** périodiquement à l'intention des forces et du personnel de l'ONUCI, cette **dernière**, agissant de concert avec l'UNICEF et le Programme des Nations Unies

pour le **développement**, a **formé** 30 conseillers **pédagogiques** de 19 **régions** aux questions relatives à **l'égalité** des sexes. L'Opération a également participé à la formation de femmes candidates aux élections. En outre, quelque 1 000 **élèves d'écoles** de la police et 26 officiers de la gendarmerie nationale et de la force de police ont participé à des stages menés par l'ONUCI sur ces questions. L'Opération a par ailleurs continué de dispenser une formation systématique sur **l'égalité** des sexes aux membres de ses contingents de sexe masculin **chargés** de la sensibilisation aux questions liées à la prévention des maladies sexuellement transmissibles et du **VIH/sida** et à la lutte contre ces maladies. **Enfin**, elle a **fourni** aux autorités compétentes des conseils pour **remédier** au peu d'attention portée aux **besoins** particuliers des femmes ex-combattantes dans le **projet** pilote de pré-cantonnement préalable au processus de désarmement, de démobilisation et de **réinsertion**.

X. VIH/sida

47. L'ONUCI a poursuivi ses activités de sensibilisation au problème du **VIH/sida**. Jusqu'ici, 339 éducateurs au sein des contingents ont **été** formés. Des services de conseils et de dépistage volontaires et confidentiels ont **été lancés** en mai et 97 membres du personnel se sont soumis volontairement à des tests de dépistage. Du 12 au 21 juin, une mission menée conjointement par le **Département** des opérations de **maintien** de la paix, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme commun des Nations Unies sur le **VIH/sida** a participé à l'**élaboration** d'une **stratégie concertée** pour **intégrer** les **problèmes liés** au **VIH/sida** dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.

XI. Conduite et discipline

48. L'**Équipe** de la dentologie **poursuit** ses programmes de prévention, et reçoit et suit les allégations **faisant état d'écarts** de conduite du personnel. Au 29 juin, 24 membres des opérations de **maintien** de la paix des Nations Unies, dont 16 civils, 3 policiers et 5 militaires, avaient **fait l'objet** d'une enquête ou **étaient** soumis à des mesures disciplinaires pour inconduite. Des allégations **faisant état** d'exploitation et d'abus sexuels ont **été déposées** contre sept membres du personnel, dont trois policiers, trois militaires et un membre du personnel civil. Au cours de la période **considérée**, trois enquêtes sur des cas de mauvaise conduite ont **été achevées** et un membre du personnel civil et un membre de la police ont reçu un avertissement à la suite de ces **enquêtes**. Une allégation impliquant un civil a **été jugée dénuée** de fondement.

49. **S'agissant** des initiatives de prévention et de la mise en **œuvre** des politiques en la matière, l'**Équipe** de la dentologie a continué de dispenser au personnel de l'**Opération** une formation obligatoire sur les normes de conduite, en particulier en ce qui concerne l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Au cours de la période considérée, 421 civils, policiers et militaires ont reçu une formation aux questions ayant trait à l'exploitation et aux abus sexuels. À compter de juillet, des certificats seront **délivrés** pour **contrôler** la participation aux stages de formation. L'Opération a continué d'offrir des services de loisirs et des **activités** récréatives (par exemple, un gymnase) à son personnel.

50. L'ONU a **également amélioré** les **mécanismes** d'application des normes de conduite interdisant au personnel des Nations Unies la fréquentation de certains lieux où la prostitution pouvait être **pratiquée**. En ce qui concerne la conduite à suivre lors de la passation de marches, l'**Opération** a diffusé, au moyen de circulaires, des normes de conduite soulignant qu'il est absolument interdit d'accepter des cadeaux ou des invitations de la part des fournisseurs.

XII. Observations

51. Ce dernier **mois**, les parties **ivoiriennes** ont **déployé** des efforts **considérables** pour **faire** progresser le processus de paix. Depuis le début du **conflit**, la **Côte d'Ivoire** n'a **jamais été** aussi proche d'un règlement des principales questions qui sont au cœur **même** de la crise, en particulier l'identification de la population, le **désarmement** des combattants et des **milices** et le rétablissement de l'**autorité** de l'**État** dans le nord et l'ouest du pays. Les relations de travail entre le tandem **formé** par le Président Gbagbo et le Premier Ministre, M. **Banny**, et la poursuite du dialogue au sein du Quintet, composé du Président, du Premier Ministre, de M. Henri Konan **Bédié**, de M. Alassane Ouattara et de M. Guillaume **Soro**, ont **contribué** pour **beaucoup** à la **stabilité générale** du climat politique et **sécuritaire** qui a **régné** en Côte d'Ivoire pendant la **période considérée**.

52. Toutefois, **si** les mesures **prises jusqu'ici** pour mettre en **œuvre** la feuille de route pour la paix fournissent les **éléments nécessaires** à la **réalisation** de nouveaux **progrès**, des efforts soutenus, **ciblés** et **énergiques** pour **accélérer** les opérations d'identification et de désarmement sur tout le **territoire** doivent être **déployés** d'urgence en **vue** de **sortir** le pays de la crise. Ces deux opérations essentielles, qui doivent être **menées** de **manière** crédible, de **même** que le **rétablissement** de l'**autorité** de l'**État** dans le nord et l'ouest du pays, sont indispensables pour pouvoir tenir des élections. Le **projet** pilote lancé par le Premier **Ministre** en mai et le précantonnement initial des combattants ont **montré** que le plan du Gouvernement qui consiste à mener **simultanément** l'identification et le **désarmement** est **réalisable**. Les dirigeants politiques et militaires et les chefs des **milices** ivoiriens doivent donc mobiliser la **volonté** politique **nécessaire** et appliquer **intégralement** la feuille de route. Il faut que la **communauté** internationale demeure unie pour **faire pression** sur les parties afin qu'elles honorent leurs engagements et que le Conseil de **sécurité** **n'hésite** pas à imposer des sanctions **ciblées contre** quiconque entrave le processus de paix ou incite à la haine et à la violence.

53. Il faut aussi s'attaquer d'urgence aux **difficultés** logistiques et financières qui entravent le **précantonnement** des combattants, le processus d'identification et la préparation des élections. Si le Gouvernement **doit faire** sa part pour fournir les ressources **nécessaires**, la **communauté** internationale **doit** quant à elle **remédier** sans tarder aux insuffisances financières et logistiques. J'engage donc les **États Membres** à fournir les ressources dont le pays a **besoin** pour combler les **déficits** de financement **mentionnés** dans le présent rapport, notamment lors de la conférence des donateurs **envisagée** au **cours** de la réunion de haut niveau tenue à Yamoussoukro le 5 **juillet**. L'ONU et les organismes des Nations Unies en Côte d'Ivoire sont **prêts** à apporter un **soutien** logistique et technique dans les limites des ressources et du mandat dont ils sont dotés.

54. À mesure que la date des élections et la fin de la période de transition (31 octobre) approchent, il est **impératif** que le processus de **désarmement**, de **démobilisation** et de **réinsertion**, les opérations d'identification et les **préparatifs** en vue des **élections** se déroulent comme prévu et que des **progrès soutenus** soient **réalisés** dans l'exécution de ces opérations essentielles. Les parties ivoiriennes doivent appliquer les décisions prises au cours de la réunion de haut niveau tenue à Yamoussoukro le 5 juillet, au cours de laquelle je leur ai bien **fait** comprendre l'importance d'un processus rapide, transparent et crédible, conduisant à des élections libres et régulières et à la réconciliation nationale. Comme convenu au cours de cette réunion de haut niveau, je me propose de convoquer une réunion de **suivi**, en marge de l'**Assemblée générale** en septembre, pour **faire** le point de la situation et prendre toute autre décision qui pourrait être nécessaire.

55. S'il reste encore **beaucoup à faire** pour préparer et mener des élections libres et régulières, la promotion de la réconciliation nationale et de l'unité ne devraient pas prendre fin avec l'achèvement de la période de transition. Pour **assurer** une paix et une **stabilité** durables, il est essentiel que toutes les parties ivoiriennes poursuivent le dialogue sur la **manière d'aller de l'avant** pour promouvoir l'**unité** et la réconciliation nationales **au-delà** des élections, comme convenu à Yamoussoukro le 5 juillet. Il est **donc** à espérer que le Forum de dialogue national favorisera un véritable **débat** à cette fin. Il importe aussi que les principaux dirigeants politiques ivoiriens se **mettent** d'accord pour **œuvrer** à l'édification d'un avenir national commun ainsi **qu'à** la mise en place d'un **système** politique associant toutes les parties après les élections. Un tel accord consoliderait non seulement l'unité **mais** contribuerait aussi à rassurer les **partis** politiques qui voient dans les élections un jeu « du tout ou rien » dans lequel les perdants perdront tout.

56. Le processus politique en Côte d'Ivoire se trouve une fois encore à la croisée des chemins. Pour consolider les fragiles acquis enregistrés depuis le **début** de l'**année**, il faudra que toutes les parties ivoiriennes déploient une volonté politique et des efforts soutenus. Il est **également** indispensable qu'en outre l'application rapide de **tous les éléments** prévus dans la feuille de route, les conditions d'une paix durable soient rapidement **établies** dans tout le pays, notamment la protection et la promotion des droits de l'**homme**, le respect de l'**état** de droit et la fourniture d'une assistance aux plus **vulnérables**. J'invite **tous les** Ivoiriens à **défendre** ces principes, et à renoncer à l'exclusion et à l'incitation à la haine et à la violence et à condamner ces pratiques.

57. Pour conclure, je **tiens** à remercier mon Représentant **spécial**, M. Pierre Schori, et les personnels civil et militaire de l'**ONUCI** pour les efforts inlassables qu'ils consacrent à la recherche d'une paix durable en Côte d'Ivoire. Je **tiens également** à remercier le Haut Représentant pour les élections, M. **Gérard Stoudmann**, qui est entré en fonctions le **8 avril**, pour les initiatives qu'il a prises **afin** de maintenir le processus **électoral** sur les rails. J'exprime **enfin** ma gratitude à l'**équipe** de pays des Nations Unies, aux organismes humanitaires et de développement, aux donateurs bilatéraux et aux pays qui fournissent des contingents et du personnel de police à l'**ONUCI**, ainsi **qu'à** l'**Union** africaine et à la Communauté des **États** de l'**Afrique** de l'**Ouest** pour leur contribution au processus de paix.

Annexe

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire : effectifs militaires et de police au 6 juillet 2006

Pays	Observations militaires	Composante militaire		Total	Unités de police constituées	Composante police civile
		Officiers d'état-major	Contingents			
Argentine						4
Bangladesh	11	11	3 473	3 495	125	9
Bénin	9	7	304	320		28
Bolivie	3			3		
Brésil	4	3		7		
Cameroun						65
Canada						9
Chine	7			7		
Croatie	3			3		
Djibouti						40
El Salvador	3			3		1
Équateur	2			2		
Espagne						
Fédération de Russie	8			8		
France	2	16	171	189		10
Gambie	5			5		
Ghana	6	7	397	410		1
Guatemala	5			5		
Guinée	3			3		
Inde	8			8		11
Irlande	2			2		
Jordanie	7	10	200	217	250	
Kenya	5	4		9		
Madagascar						6
Maroc	1	3	732	736		
Namibie	3			3		
Népal	3			3		
Niger	6	2	366	374		53
Nigéria	5			5		16
Ouganda	2	2		4		
Pakistan	11	10	364	385		2
Paraguay	11	2		13		
Pdrou	3			3		
Philippines	4	3		7		11

<i>Pays</i>	<i>Observations militaires</i>	<i>Composante militaire</i>		<i>Total</i>	<i>Unités de police constituées</i>	<i>Composante police civile</i>
		<i>Officiers d'état-major</i>	<i>Contingents</i>			
Pologne	2			2		
Rdpublique centrafricaine						3
Rdpublique de Moldova	4			4		
Rdpublique dominicaine	4			4		
Roumanie	5			5		
Sénégal	8	6	314	328		43
Serbie	3			3		
Suisse						2
Tchad	3			3		5
Togo	6	2	292	300		1
Tunisie	5	2		7		
Turquie						21
Uruguay	2	1		3		6
Vanuatu						4
Yémen	6			6		2
Zambie	2			2		
Total	192	91	6 613	6 896	375	353

UNOCI Deployment as of July 2006

